

Unité bidépartementale Eure Orne  
1 avenue du Maréchal Foch  
CS 50021  
27000 Évreux

Évreux, le 25/06/2024

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/06/2024

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

**EUROFOIL FRANCE**

Le Moulin à Papier  
BP 24  
27250 Rugles

Références : 27-2024/192  
Code AIOT : 0005800483

### 1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/06/2024 dans l'établissement EUROFOIL FRANCE implanté LE MOULIN A PAPIER 27250 RUGLES. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre de l'action nationale "COV" et le récolement de deux arrêtés préfectoraux de mise en demeure.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- EUROFOIL FRANCE
- LE MOULIN A PAPIER 27250 RUGLES
- Code AIOT : 0005800483

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'établissement est spécialisé dans la transformation d'aluminium par laminage jusqu'à la feuille mince.

La fusion de l'aluminium est réalisée par coulée continue, à partir de lingots d'aluminium, de rebuts de fabrication, puis les feuilles d'aluminium sont affinées par laminages successifs grâce à plusieurs lignes de laminage.

Les rouleaux d'aluminium produits sont principalement destinés au marché de l'emballage alimentaire.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Air
- AN24 Air COV
- Sites et sols pollués

### **2) Constats**

#### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle  | Référence réglementaire                                 | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|--|---|--|-----------------------|
| 1  | Récolement arrêté préfectoral de mise en demeure du 31/12/2021 | Arrêté Préfectoral du 31/12/2021, article 1er           | Demande d'action corrective  | 2 mois                |
| 2  | Récolement arrêté préfectoral de mise en demeure du 30/11/2023 | Arrêté Préfectoral du 30/11/2023, article 1er           | Demande de justificatif à l'exploitant   | 2 mois                |
| 3  | Incident   | Code de l'environnement du 24/09/2020, article R.512-69 | Demande de justificatif à l'exploitant   | 15 jours              |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les opérations de maintenance réalisées en 2023 sur les tours de lavage des rejets atmosphériques des gaz captés au niveau des laminoirs ont permis de diminuer les émissions en COV de l'établissement. Il n'en demeure pas moins qu'à ce stade, l'exploitant n'a pas encore satisfait aux dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 31/12/2021 puisque le ratio d'émissions de COV par rapport à la production fixé à 0,006 n'est pas respecté (ratio de 0,0066 en 2023). Il n'en demeure pas moins que l'inspection ne propose pas de sanctions à ce stade dans la mesure où la réfection de la dernière tour de lavage au dernier trimestre 2023 (Tour Airpure n°3) devrait permettre de conduire au respect de la valeur limite pour les émissions de l'année 2024.

Suite aux constats et justificatifs remis, l'inspection considère que l'exploitant satisfait aux dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure visant à mettre en sécurité 4 cuves simple

enveloppe de 40 m3 chacune.

## 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Récolement arrêté préfectoral de mise en demeure du 31/12/2021

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/12/2021, article 1er  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Composés organiques volatils  |
| <b>Prescription contrôlée :</b> <p>"La société EUROFOIL France exploitant une installation de production de feuilles d'aluminium sise en Zone Industrielle du Moulin à Papier sur la commune de Rugles (27250) est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 10 et 26 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 9 juin 2020 susvisé dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté."</p> <p><b><u>Article 10 : Schéma de maîtrise des émissions de COV</u></b><br/>L'article 3.2.6.3 de l'arrêté préfectoral du 25 janvier 2011 susvisé est modifié comme suit :</p> <p>Article 3.2.6.3. Schéma de maîtrise des émissions de COV<br/>Un schéma de maîtrise des émissions de COV (SME) est élaboré pour garantir le respect de ces points. Il est transmis à l'inspection des installations classées et révisé en tant que besoin.</p> <p>Les rejets exprimés en tonnes de solvants de l'ensemble des Composés Organiques Volatils rejetés par l'établissement (émissions canalisées + diffuses) doivent être inférieurs aux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• 0,006 tonne solvants / tonne de feuilles minces produites,</li><li>• 340 tonnes solvants par an, dont 105 kg de benzène par an."</li></ul> <p><b><u>Article 26 : Plan de gestion des solvants et schéma de maîtrise des émissions de COV</u></b><br/>L'article 9.2.2.1. de l'arrêté préfectoral du 25 janvier 2011 susvisé est modifié comme suit :</p> <p>Article 9.2.2.1. Plan de gestion des solvants et schéma de maîtrise des émissions de COV</p> <p>L'exploitant met en place un plan de gestion de solvants (PGS), réalisé selon les guides en vigueur (exemple: guide de l'INERIS intitulé « Guide d'élaboration d'un plan de gestion de solvants - décembre 2003 ») et mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de l'installation. Le calcul détaillé de ce PGS est révisé et actualisé tous les 5 ans ; la première révision est réalisée pour l'année de la notification du présent arrêté, soit pour le PGS des rejets 2020.</p> <p>Ce plan de gestion est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Ce plan de gestion des solvants doit déterminer la quantité totale d'émissions de solvants du site (émissions diffuses et canalisées) exprimée en Tonne de solvants et en équivalent carbone. Ce plan de gestion doit également déterminer la quantité totale de COV à phrases de risques émises.</p> <p>L'exploitant transmet annuellement à l'inspection des installations classées avant le 31 mars de l'année N + 1, le plan de gestion des solvants (PGS) et le schéma de maîtrise des émissions de COV (SME) et l'informe de ses actions visant à réduire leur consommation.</p> |
| <b>Constats :</b>   |

L'exploitant a transmis le 22/03/2024 son plan de gestion de solvants ainsi que son schéma de maîtrise des émissions pour l'année 2023.

L'examen des documents met en évidence les points principaux qui suivent :

- une quantité totale d'émissions de COV de 73,6 t (190 t pour l'année 2022);
- un ratio de 0,0066 t de COV / t de feuilles minces produites (0,0094 pour l'année 2022).

En 2023, les 3 installations de traitement des COV captés au niveau des laminoirs ont fait l'objet d'une rénovation (installations dites "Tours Airpure" n°1, n°2 et n°3). Depuis l'installation des "Tours Airpure" n°1 et n°2 en 2006 et de la "Tour Airpure" n°3 en 2000, aucune opération de maintenance de ce type n'avait encore été réalisée. Le montant correspondant aux travaux est de l'ordre de 200 000 €.

Les résultats suite à ces travaux sont satisfaisants puisque les émissions mesurées par le bureau d'études Apave lors de la campagne de mesures des 9 et 10 juillet 2023 montrent une diminution de l'ordre de 80 % des émissions de COV pour les "Tours Airpure" n°1 (résultat 2023, COVT : 16,3 mg/Nm3 - résultat 2022, COVT : 118 mg/Nm3) et n°2 (résultat 2023, COVT : 26,7 mg/Nm3 - résultat 2022, COVT : 135,3 mg/Nm3).

Lors de cette campagne de juillet, la concentration mesurée pour la "Tour Airpure" n°3 était COVT : 143,0 mg/Nm3 (résultat 2022, COVT : 112,8 mg/Nm3). A ce moment là, cette tour n'avait pas encore fait l'objet des travaux de maintenance, ceux-ci ont été réalisés au dernier trimestre 2023. Une nouvelle mesure des rejets atmosphériques pour la "Tour Airpure" n°3 a été réalisée du 5 au 6 octobre 2023 après les travaux de réfection (résultat COVT : 47,0 mg/Nm3).

Au cours de l'inspection, l'exploitant a présenté les résultats de la campagne des mesures des rejets atmosphériques réalisée du 12 au 14/02/2024 :

- "Tour Airpure" n°1, COVT : 18,3 Mmg/Nm3,
- "Tour Airpure" n°2, COVT : 46,5 mg/Nm3,
- "Tour Airpure" n°3, COVT : 86,4 mg/Nm3.

Pour les 3 points de rejets, aucune émission en benzène n'a été mesurée.

L'exploitant n'a pas encore satisfait aux dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure puisque le ratio d'émissions de COV par rapport à la production fixé à 0,006 n'est pas respecté (ratio de 0,0066 en 2023). Il n'en demeure pas moins que l'inspection ne propose pas de sanctions à ce stade dans la mesure où la réfection de la dernière tour de lavage au dernier trimestre 2023 (Tour Airpure n°3) devrait permettre de conduire au respect de la valeur limite pour les émissions de l'année 2024. L'inspection demande à l'exploitant de mener des investigations pour déterminer pourquoi la concentration en COVT mesurée au niveau de la "Tour Airpure" n°3 est plus importante que celles mesurées au niveau des 2 autres points de rejets.

Comme le site consomme plus de 30 t de solvants par, l'exploitant a indiqué les actions qui seront mises en oeuvre en 2024 pour réduire leur consommation. Il prévoit d'établir un nouveau suivi avec les fournisseurs afin de mieux déterminer la proportion des solvants contenus dans les produits utilisés.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection demande à l'exploitant de mener des investigations pour déterminer pourquoi la concentration en COVT mesurée au niveau de la "Tour Airpure" n°3 est plus importante que celles mesurées au niveau des 2 autres points de rejets suite aux travaux de maintenance réalisées sur ces installations en 2023. L'exploitant transmettra les résultats de ces investigations sous un délai de 2 mois au plus tard.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Récolement arrêté préfectoral de mise en demeure du 30/11/2023

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/11/2023, article 1er

Thème(s) : Risques chroniques, Mise en conformité réservoirs enterrés simple enveloppe

**Prescription contrôlée :**

La société EUROFOIL France exploitant une installation de production de feuilles d'aluminium sise en Zone Industrielle du Moulin à Papier sur la commune de Rugles (27250) est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 20 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 9 juin 2020 susvisé en réalisant les travaux de mise en conformité des cuves simple paroi dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté.

Article 20

[...]

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs à double paroi ou installés en fosse maçonnée ou assimilés, et pour les liquides inflammables dans le respect des dispositions du présent arrêté et de l'arrêté ministériel du 22 juin 1998. Une étude pour la mise en conformité des cuves enterrées CH1, CH3, CH4 et CH5, simple peau, est réalisée dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, avec réalisation des travaux sous 1 an ensuite.

[...]

**Constats :**

L'exploitant s'est engagé dans un plan "0 fuel" pour la fin 2023, en arrêtant la chaudière fuel du bâtiment administratif (fait le 15/09/2023) et en arrêtant les fours de finition au fuel.  
L'inspection a constaté que les 4 cuves simple enveloppe de 40 m3 qui faisaient l'objet de l'arrêté préfectoral de mise en demeure ont fait l'objet d'une neutralisation.  
Les justificatifs de dégazage, nettoyage et neutralisation au sable sec ont été présentés.  
Le montant estimé des travaux est de l'ordre de 50 000 €. A noter qu'un réservoir aérien double enveloppe de stockage de fioul destiné à l'alimentation des chariots élévateurs a été installé à proximité des cuves qui ont fait l'objet des travaux de mise en sécurité.  
Au regard des constats et des documents remis, l'inspection considère que l'exploitant a satisfait à l'arrêté préfectoral de mise en demeure.  
L'inspection a toutefois rappelé à l'exploitant que les tuyauteries qui étaient encore en place devront être démantelées.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection demande à l'exploitant de transmettre sous un délai de 2 mois les justificatifs relatifs au démantèlement des tuyauteries encore en place ainsi que l'ancienne station d'alimentation des chariots élévateurs (cf. planche photographique jointe au rapport).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

**N° 3 : Incident**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 24/09/2020, article R.512-69  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Défaillance système de traitement des rejets atmosphériques   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.<br>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.  |
| <b>Constats :</b><br><br>L'exploitant a informé l'inspection des installations classées le 17/05 du dysfonctionnement d'une pompe de l'installation de traitement des rejets atmosphériques "Tour Airpur" n°3. Lorsqu'il a procédé au remplacement de la pompe défaillante par la pompe de secours, il est apparu que la pompe de secours présentait elle aussi un défaut de fonctionnement. L'exploitant a alors mis en place une solution qui permette de fonctionner de manière temporaire avec une seule des deux pompes (mise en place d'une bride en lieu et place de la pompe défaillante). L'exploitant a indiqué au cours de l'inspection que suite à expertise et réparation, la pompe devait être remise en service le lendemain de l'inspection, soit le 06/06, ce qui a été confirmé par mail du 07/06/2024. Suite à cet incident, conformément aux dispositions prévues par l'article R.512-69 du code de l'environnement, l'inspection demande la transmission sous 15 jours au plus tard d'un rapport d'incident sur les origines et causes du phénomène, ses conséquences, les mesures prises pour y parer et celles mises en œuvre pour éviter qu'il ne se reproduise.<br><br>L'exploitant s'attachera à bien différencier le facteur apparent de la cause profonde. Les facteurs apparents ou perturbations désignent les défaillances directes qui ont contribué à l'événement. Elles sont accessibles à l'observation : ce sont les « symptômes » et elles présentent souvent un caractère technique ou individuel. Les causes profondes, situées en amont des causes apparentes, renvoient très souvent à des facteurs sociaux, humains et organisationnels.<br><br>Un modèle de rapport est disponible au lien qui suit :<br><a href="http://www.aria.developpement-durable.gouv.fr/outils-dinformation/informer-linspection-des-installations-classees-dun-accident/">http://www.aria.developpement-durable.gouv.fr/outils-dinformation/informer-linspection-des-installations-classees-dun-accident/</a> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant   |
| <b>Proposition de délais :</b> 15 jours   |